

Collège des procureurs généraux

Bruxelles, le 24 mai 2018

**CIRCULAIRE N° 04/2003 DU
COLLÈGE DES PROCUREURS
GÉNÉRAUX PRÈS LES COURS
D'APPEL**

Monsieur le Procureur général,
Monsieur le Procureur fédéral,
Madame/Monsieur le Procureur du Roi,

Madame/Monsieur l'Auditeur du travail,

**VERSION REVISEE
24.05.2018**

OBJET : Discipline des services de police – Loi du 13 mai 1999
portant le statut disciplinaire des membres des services de
police

College van Procureurs- generaal

Brussel, 24 mei 2018

**OMZENDBRIEF NR. 04/2003 VAN
ET COLLEGE VAN
PROCUREURS-GENERAAL BIJ
DE HOVEN VAN BEROEP**

Mijnheer de Procureur-generaal,
Mijnheer de Federale Procureur,
Mevrouw/Mijnheer de Procureur des
Konings,
Mevrouw/Mijnheer de Arbeidsauditeur,

**HERZIENE VERSIE
24.05.2018**

BETREFT: Tuchtstatuut van de
personeelsleden van de politiediensten
– Wet van 13 mei 1999 houdende het
tuchtstatuut van de personeelsleden van
de politiediensten

Bruxelles, le 24 mai 2018

Brussel, 24 mei 2018

Le procureur général près la cour d'appel à
Anvers, Président du Collège des procureurs
généraux,

De procureur-generaal bij het hof van
beroep te Antwerpen, Voorzitter van het
College van Procureurs-generaal,

Patrick VANDENBRUWAENE

Le procureur général près la cour d'appel à
Liège,

De procureur-generaal bij het hof van
beroep te Luik,

Christian DE VALKENEER

Le procureur général près la cour d'appel à
Gand,

De procureur-generaal bij het hof van
beroep te Gent,

Erwin DERNICOURT

Le procureur général près la cour d'appel à
Bruxelles,

De procureur-generaal bij het hof van
beroep te Brussel,

Johan DELMULLE

Le procureur général près la cour d'appel à
Mons,

De procureur-generaal bij het hof van
beroep te Bergen,

Ignacio de la SERNA

COL 04/2003 (version révisée le 24 mai 2018) – La discipline des services de police – Loi du 13 mai 1999 portant le statut disciplinaire des membres des services de police

SYNTHÈSE

Le droit disciplinaire de la police est régi par la loi du 13 mai 1999 portant le statut disciplinaire des membres du personnel des services de police.

La COL 4/2003, diffusée le 20 mai 2003, organisait les modalités pratiques suivies par le ministère public dans la gestion des dossiers relatifs au contentieux de la discipline de police.

Suite à la réforme du paysage judiciaire d'avril 2014 et à l'évolution de la jurisprudence du Conseil d'Etat, il est apparu nécessaire de remplacer cette COL, le parquet général conservant toutefois son rôle de contrôle et de suivi des dossiers dont la gestion effective et concrète est assurée par le parquet d'instance ou auditorat compétent.

Cette nouvelle COL met l'accent sur la collaboration nécessaire et active entre les autorités judiciaires et les autorités disciplinaires des services de police. Sans préjudice de l'application de :

- la COL 8/2014 révisée le 11 janvier 2018 traitant de la communication d'informations, poursuites et condamnations à charge de fonctionnaires et personnes exerçant des missions d'intérêt public ;
- la COL 5/2013 traitant de l'autorisation de consulter le dossier répressif ou d'en obtenir copie visée notamment par l'art. 1380 al.2 du Code judiciaire qui prévoit explicitement que le ministère public est compétent pour statuer sur la communication ou la copie des actes d'instruction et de procédure dans le cadre d'affaires disciplinaires ou à des fins administratives ;
- la COL 10/2017 concernant le traitement judiciaire des cas d'usage de la violence au préjudice des services de police et traitement judiciaire des cas d'usage, par les services de police, de la force ayant entraîné la mort ou une atteinte grave à l'intégrité physique.

CIRCULAIRE COL 4 /2003 (RÉVISÉE LE 24 MAI 2018)
DU COLLÈGE DES PROCUREURS GÉNÉRAUX PRÈS LES COURS D'APPEL

—
LA DISCIPLINE DES SERVICES DE POLICE – LOI DU 13 MAI 1999 PORTANT LE
STATUT DISCIPLINAIRE DES MEMBRES DES SERVICES DE POLICE

TABLES DES MATIERES

1. Préambule
2. Désignation d'un magistrat de référence
3. Difficultés liées à l'identification de la qualité de membre du personnel des services de police
4. Enquête pénale en cours.
 - a. Information à l'autorité disciplinaire
 - b. Cas spécifique de l'instruction en cours
5. Condamnations coulées en force de chose jugée
6. Dossiers classés sans suite
7. Demandes de consultation et de prise de copie par l'autorité disciplinaire
 - a. dossiers à l'information
 - b. dossiers à l'instruction
8. Affaires pendantes en appel
9. Notifications au comité permanent p
10. Notification au ministre de l'intérieur
11. Articles 31 et suivants du code pénal

1. Préambule

Le droit disciplinaire de la police est régi par la loi du 13 mai 1999 portant le statut disciplinaire des membres du personnel des services de police. Cette loi ainsi que l'AR du 30 mars 2001 portant la position juridique des membres du personnel des services de police, sont entrés en vigueur le 1er avril 2001, entraînant l'application d'un statut unique, y compris le statut disciplinaire, pour tous les membres du personnel des services de police, à l'exclusion, pour ce qui concerne la discipline, des membres du personnel engagés sous les liens d'un contrat de travail.

La COL 4/2003, diffusée le 20 mai 2003, organisait les modalités pratiques suivies par le ministère public dans la gestion des dossiers relatifs au contentieux de la discipline de police.

Suite à la réforme du paysage judiciaire d'avril 2014 et à l'évolution de la jurisprudence du Conseil d'Etat, il est apparu nécessaire de remplacer cette COL, le parquet général conservant toutefois son rôle de contrôle et de suivi des dossiers dont la gestion effective et concrète est assurée par le parquet d'instance ou auditorat compétent.

Cette nouvelle COL est aussi l'occasion de mettre l'accent sur la collaboration nécessaire et active entre les autorités judiciaires et les autorités disciplinaires des services de police. Sans préjudice de l'application de :

- la COL 8/2014 révisée le 11 janvier 2018 traitant de la communication d'informations, poursuites et condamnations à charge de fonctionnaires et personnes exerçant des missions d'intérêt public ;
- la COL 5/2013 traitant de l'autorisation de consulter le dossier répressif ou d'en obtenir copie visée notamment par l'art. 1380 al.2 du Code judiciaire qui prévoit explicitement que le ministère public est compétent pour statuer sur la communication ou la copie des actes d'instruction et de procédure dans le cadre d'affaires disciplinaires ou à des fins administratives ;
- la COL 10/2017 concernant le traitement judiciaire des cas d'usage de la violence au préjudice des services de police et traitement judiciaire des cas d'usage, par les services de police, de la force ayant entraîné la mort ou une atteinte grave à l'intégrité physique.

2. Désignation d'un magistrat de référence

Un magistrat de référence chargé d'assurer la gestion des dossiers ainsi que le suivi et l'application de la présente COL sera désigné au sein de chaque parquet et audiorat d'instance.

Un magistrat de référence sera également désigné au sein de chaque parquet général.

Pour ce qui concerne la police fédérale, le fonctionnaire dirigeant le service de Surveillance du fonctionnement interne et de la qualité (DGR/TIWK), Avenue de la Couronne 145 A à 1050 Bruxelles, est chargé d'assurer la gestion des dossiers disciplinaires ainsi que le suivi et l'application de la présente COL.

3. Difficultés liées à l'identification de la qualité de membre du personnel des services de police

En cas de doute quant à la qualité de membre du personnel des services de police de la personne concernée par l'enquête, un mail peut être adressé à DRP.Career@police.belgium.be où une vérification sera de suite réalisée avec réponse rapide quant aux données de carrière relatives à cette personne (identité, numéro d'identification, unité ou service) pour autant que cette dernière ne bénéficie pas d'un statut particulier anonymisé.

4. Enquête pénale en cours.

a. Information à l'autorité disciplinaire¹

Le magistrat de référence du parquet ou de l'audiorat d'instance correspond directement avec les autorités disciplinaires (pour la police fédérale avec le fonctionnaire dirigeant le service DGR/TIWK précité).

Sauf dans l'hypothèse où une délégation intégrale du procureur général au profit du parquet ou de l'audiorat d'instance serait intervenue, copie de l'intégralité de ces correspondances sera envoyée au procureur général.

¹ Voir annexe 1

A l'ouverture d'une information, il convient de procéder de la manière suivante :

1° Lorsque les faits reprochés au membre des services de police présentent une gravité certaine et sont d'ores et déjà étayés de manière suffisante et objective (enregistrement vidéo, ...) et lorsque les faits reprochés peuvent avoir des répercussions sur le fonctionnement du service de police auquel il appartient, le procureur du Roi ou l'auditeur du travail en enverra immédiatement une notification à l'autorité disciplinaire compétente avec une indication précise de l'identité et de la fonction du membre des services de police impliqué ainsi qu'une brève description des faits.

Il peut être utile, si cela paraît s'indiquer, de conseiller à l'autorité disciplinaire de prendre envers l'intéressé une mesure d'ordre de suspension provisoire ou une autre mesure d'ordre². Il convient toutefois d'être attentif au fait que les membres des services de police peuvent avoir des compétences en matière de police administrative qui dépendent des autorités administratives. Une suspension proposée sera donc tributaire de l'analyse de l'intérêt du service dans son intégralité (police judiciaire et police administrative).

Dans le même ordre d'idées, sur la base de l'article 24 de la loi du 13 mai 1999 qui prévoit que « ... Lorsque les faits commis concernent directement l'exécution d'une mission de police judiciaire, une sanction disciplinaire lourde ne peut être infligée qu'après l'avis du procureur du Roi, dont le membre du personnel de la police locale ou (de la direction ou service déconcentré de la police fédérale) au niveau de l'arrondissement relève territorialement (...)... Les avis mentionnés aux alinéas 1er et 2 doivent être motivés et sont rendus dans un délai de vingt jours à compter du jour qui suit celui de l'envoi de la proposition de sanction (à l'autorité concernée) et avant que le conseil de discipline se prononce. Passé ce délai, l'autorité concernée est réputée ne pas désirer formuler d'avis complémentaire. (Les avis mentionnés aux alinéas 1er et 2 doivent également être joints à la proposition de sanction lourde de l'autorité disciplinaire supérieure.) ».

Il apparaît important de savoir si la faute a été commise à l'occasion de l'exécution d'une mission de police judiciaire car si tel est le cas, l'autorité disciplinaire doit recueillir l'avis motivé du procureur du Roi ou du procureur fédéral dans un délai de 20 jours à compter du jour qui suit celui de l'envoi de la proposition de la sanction disciplinaire et avant que le conseil de discipline ne se prononce. Passé ce délai, l'autorité concernée est réputée ne pas formuler d'avis. Dans la pratique, la distinction entre missions judiciaires ou non judiciaires est souvent difficile à réaliser de sorte qu'en cas de doute, cet avis sera malgré tout requis, pour autant toutefois qu'une telle demande ne présente aucun caractère dilatoire.

2° les autres dossiers qui ne présentent aucun caractère d'urgence particulière, ne font l'objet d'une information à l'autorité disciplinaire qu'une fois que les devoirs permettant une manifestation suffisante de la vérité auront été exécutés, de manière à éviter de placer l'autorité disciplinaire dans une situation difficilement gérable voire inextricable.

En effet, suivant la jurisprudence actuelle applicable du Conseil d'Etat, l'autorité disciplinaire ne peut plus se permettre d'attendre l'intervention d'une décision définitive dans le dossier judiciaire ou d'adopter une attitude purement expectative pour diligenter sa procédure sur le plan disciplinaire, faute de quoi elle se verrait reprocher un dépassement du délai raisonnable.

L'autorité disciplinaire dirige elle-même sa propre procédure, à laquelle les instances judiciaires sont totalement étrangères. Il s'agit de deux procédures tout à fait distinctes qui évolueront indépendamment l'une de l'autre.

² Voir annexe 2

A cet égard, il est conseillé aux autorités disciplinaires de ne pas reprendre les qualifications pénales en tant que telles mais de les traduire en transgressions disciplinaires, ce afin d'éviter que l'exception « non bis in idem » ne soit soulevée le cas échéant par la défense du membre des services de police concerné (arrêt CEDH A&B/Norvège du 15 novembre 2016)³.

Il convient également de noter que cette indépendance entre les procédures judiciaires et disciplinaires n'empêche nullement des contacts réguliers entre ces deux autorités respectives quant à l'avancement de l'enquête pénale.

Si les pièces de la procédure pénale peuvent étayer le dossier disciplinaire, le contraire est toutefois exclu. Il n'est en effet pas admis que les pièces du dossier disciplinaire alimentent le dossier pénal.

De même, l'autorité disciplinaire se verra souvent contrainte d'adresser des rappels réguliers à l'autorité judiciaire, de manière à éviter toute critique de la part du Conseil d'Etat visant à lui reprocher une attitude attentiste dans la gestion de son dossier.

Dans le même ordre d'idée, dans l'hypothèse où un suspect ne devrait pas être informé de l'existence d'une enquête pénale à sa charge pour ménager les chances maximales de manifestation de la vérité, il convient que l'autorité disciplinaire n'en soit pas davantage avisée de suite dans la mesure où elle serait alors contrainte de procéder, selon la jurisprudence actuelle du Conseil d'Etat à une enquête administrative interne, incluant en principe l'audition de l'intéressé.

En ce qui concerne les affaires sensibles sur le plan médiatique, telles les instructions au cours desquelles une détention préventive a été décidée contre un membre des services de police ou les enquêtes impliquant des chefs de corps de la police, le commissaire général ou les autres mandataires de la police fédérale, il conviendra de veiller à faire systématiquement un rapport circonstancié au procureur général. Il en va de même pour tous faits impliquant un membre des services de police au cours desquels des incidents de tirs ayant entraîné des lésions graves voire un décès seraient survenus.

En ce qui concerne les affaires où des membres des services de police extérieurs au ressort sont impliqués, l'autorité judiciaire aura un contact direct avec l'autorité disciplinaire compétente tout en veillant à envoyer copie des correspondances au procureur du Roi territorialement compétent dont dépend le fonctionnaire visé afin de lui permettre notamment de rendre un avis le cas échéant.

b. Cas spécifique de l'enquête pénale en cours.

Le secret de l'instruction préparatoire reste la règle et la consultation du dossier l'exception.

Si un magistrat d'un parquet ou d'un audiorat du travail estime d'office devoir octroyer à l'autorité disciplinaire de police l'autorisation de consulter et/ ou de devoir les informer sur une enquête en cours, il devra soumettre cette question au procureur général s'il n'est pas délégué à cette fin par ce dernier.

En cas d'instruction judiciaire, l'avis du juge d'instruction sera en tous les cas demandé. (*voir point 7 b*)

5. Condamnations coulées en force de chose jugée.

Conformément au point IV 4.1 de la COL 8/2014 (révisée le 11 janvier 2018) sur la communication d'informations, poursuites et condamnations à charge de fonctionnaires et personnes exerçant des

³ La procédure disciplinaire ne se confond pas avec une procédure pénale :

- si les manquements sont de nature disciplinaire sans se confondre avec des qualifications pénales,
- si les manquements ne concernent pas l'ensemble des citoyens mais les membres des services de police,
- si les sanctions disciplinaires n'impliquent ni amende ni privation de liberté elles ne sont pas dès lors des sanctions pénales.

missions d'intérêt public, toutes les condamnations à une peine criminelle ou correctionnelle doivent être communiquées à l'autorité disciplinaire dont relève la personne condamnée.

Cette communication doit intervenir dès que la condamnation est coulée en force de chose jugée.

Les mêmes règles s'appliquent en cas de décision de reconnaissance de culpabilité (suspension du prononcé ou simple déclaration de culpabilité).

En matière de roulage, il n'y a matière à communication que lorsque les faits déclarés établis entrent dans l'une des catégories suivantes :

- conduite sans permis ;
- conduite sans assurance ;
- alcoolémie au volant ;
- délit de fuite ;
- accident mortel ;

Les notifications des dossiers dans lesquels une décision au fond ou un non-lieu a été prononcé par la chambre du conseil sont directement envoyées à l'autorité disciplinaire accompagnées d'une copie certifiée conforme du jugement ou de l'ordonnance et d'une copie certifiée conforme du dossier.

Dans des dossiers volumineux dans lesquels l'implication du membre des services de police est plutôt limitée, la prise de copie peut être limitée aux parties du dossier répressif qui sont pertinentes pour l'autorité disciplinaire. Dans ces cas, il faut clairement mentionner qu'il s'agit uniquement d'une partie du dossier répressif pour garantir les principes de bonne administration.

6. Dossiers classés sans suite

Les notifications des dossiers classés sans suite sont envoyées directement à l'autorité disciplinaire, accompagnées d'une copie certifiée conforme de ces dossiers et d'une attestation suivant laquelle ces dossiers sont envoyés dans leur intégralité.

7. Demandes de consultation et de prise de copie par l'autorité disciplinaire

L'autorité disciplinaire doit s'adresser directement au procureur du Roi, lequel transmettra la demande au procureur général, sauf en cas de délégation, dérogeant ainsi à la COL 8/2014 révisée le 11 janvier 2018 traitant de la communication d'informations, poursuites et condamnations à charge de fonctionnaires et personnes exerçant des missions d'intérêt public.

a. Dossiers à l'information

Toute demande de consultation et de prise de copie dans le cadre de la procédure disciplinaire sera adressée directement à l'autorité judiciaire où l'affaire est pendante. Conformément à l'article 1380 al. 2 du Code judiciaire, le MP décidera lui-même s'il peut être satisfait à la demande de l'autorité disciplinaire. (le procureur général ou le procureur du Roi en cas de délégation)

Depuis l'arrêt du Conseil d'Etat du 20 février 2009 « Darville », l'importance du délai raisonnable est opposée à l'attente de la décision pénale définitive au fond. L'expiration du délai de prescription de 6 mois entraînera de toute façon la perte de la compétence disciplinaire sauf en cas de suspension lorsque le dossier est ouvert à charge d'un membre du personnel des services de police. Le dépassement du délai raisonnable en matière disciplinaire est également susceptible d'entraîner les mêmes conséquences.

Selon la jurisprudence constante actuelle du Conseil d'Etat, l'autorité disciplinaire peut suspendre les poursuites disciplinaires jusqu'à l'issue de la procédure pénale mais n'est pas obligée de le faire. Comme

précisé ci-avant, vu le délai raisonnable en matière disciplinaire, l'autorité disciplinaire doit entamer l'enquête disciplinaire dès la notification des faits et la mener aussi loin que possible. C'est uniquement lorsque l'autorité disciplinaire ne peut pas prouver les faits de manière rigoureuse qu'elle peut attendre l'issue de l'enquête pénale sans que cela ne constitue une violation du délai raisonnable, ce qui demeure toutefois l'exception.

La jurisprudence « Darville » s'est encore précisée dans des arrêts ultérieurs du Conseil d'Etat, dans la mesure où ce dernier effectue les contrôles suivants pour apprécier une position d'attente de l'autorité disciplinaire :

- l'autorité disciplinaire a-t-elle pris les initiatives adéquates pour clarifier l'affaire ?
- lui était-il possible de mener sa propre enquête ?
- l'autorité disciplinaire disposait-elle de suffisamment d'éléments pour intenter correctement son action ?

Selon le Conseil d'Etat, il existe une violation du délai raisonnable en matière disciplinaire si l'autorité disciplinaire est restée inerte, a uniquement mené une enquête pro forma et/ou a omis de mener les devoirs simples. Pour permettre à l'autorité disciplinaire de satisfaire à l'exigence du délai raisonnable en matière disciplinaire, une collaboration active de l'autorité judiciaire est nécessaire.

Par ailleurs, une sanction disciplinaire préalable à une condamnation pénale définitive pourrait engendrer des décisions contradictoires. La mise en balance du devoir de diligence et de l'exigence du délai raisonnable incombent toutefois à l'autorité disciplinaire.

Le ministère public doit cependant systématiquement vérifier que l'enquête disciplinaire ne contrecarre pas l'information pénale.

En effet, si le dossier répressif contient des éléments qui ne peuvent pas être portés à la connaissance du membre des services de police suspect, il faut en interdire l'accès à l'autorité disciplinaire.

Cette manière de procéder demeurera toutefois l'exception dans la mesure où le droit de consultation du dossier disciplinaire par le membre du personnel des services de police est un droit de la défense essentiel et un principe de bonne administration. Cela implique que le « sujet de la procédure disciplinaire » doit pouvoir consulter et prendre copie de son dossier disciplinaire dans son intégralité et donc également de toutes les pièces du dossier répressif joint qui, à ce moment-là, a partiellement perdu son caractère pénal et fait partie du dossier administratif.

Ce droit de consultation n'implique pas davantage une consultation systématique de l'intégralité du dossier répressif.

Rien n'empêche, en effet, au ministère public de délivrer à l'autorité disciplinaire uniquement copie des pièces utiles à son enquête et/ou qui sont déjà connues. Il conviendra en ces cas de mentionner explicitement qu'il s'agit seulement d'une partie du dossier répressif, et ce, pour garantir les principes de bonne administration.

S'il faut encore examiner des éléments pertinents à charge du « sujet de la procédure disciplinaire », le ministère public envisagera l'opportunité de refuser la consultation.

b. Dossiers à l'instruction

Dans la mesure où l'autorité disciplinaire n'appartient à aucune des catégories visées à l'alinéa 2 de l'article 21bis du Code d'instruction criminelle ⁴, c'est l'alinéa 3 de cette même disposition qui trouve à

⁴ « Est considérée comme personne directement intéressée : l'inculpé, la personne à l'égard de laquelle l'action publique est engagée dans le cadre de l'instruction, la personne soupçonnée, la partie civilement responsable, la partie civile, celui qui a fait une déclaration

s'appliquer, à savoir « dans tous les autres cas, la décision sur l'autorisation de consulter le dossier ou d'en obtenir copie est prise par le ministère public même pendant l'instruction ».

Il va de soi qu'en pareille hypothèse, le représentant du ministère public vérifiera au préalable auprès du magistrat instructeur s'il est possible d'accorder l'accès au dossier et/ou de copie de tout ou partie de celui-ci, compte tenu de l'état d'avancement de l'instruction, du caractère particulièrement délicat de celle-ci, des parties mises en cause ou de l'importance et de la nature des devoirs envisagés.

Conformément au point IV 4.2 de la Col 2/2018 révisant la Col 8/2014, il convient systématiquement de procéder à une appréciation au cas par cas au regard des 4 critères généraux cumulatifs suivants :

- La gravité des faits ;
- Le lien entre l'infraction qui aurait été commise et les répercussions qu'elle peut avoir sur l'exercice de la profession de membre des services de police et la confiance que la population doit placer en cette personne ;
- L'intérêt de l'enquête ;
- L'état de la procédure.

En conclusion, la demande de consultation et de prise de copie de l'autorité disciplinaire doit toujours être appréciée sérieusement et « concrètement » et ce, tant au stade de l'instruction qu'au stade de l'information. Chaque refus doit être motivé.

En cas de doute, il faut toujours recueillir l'avis du procureur général.

8. Affaires pendantes en appel

Lorsqu'une affaire est pendante en appel (introduite sur le fond ou contre le règlement de la procédure), le parquet général assumera la correspondance avec l'autorité disciplinaire et le Comité permanent P.

Pour les affaires en cours contre lesquelles un appel est uniquement pendant dans le cadre de la détention préventive ou de la loi Franchimont, le parquet ou l'auditorat de première ligne reste le point de contact pour l'autorité disciplinaire.

9. Notifications au Comité permanent P

Il sera satisfait à l'obligation de déclaration au Comité permanent P, tel qu'imposée par l'article 14, 2ème alinéa de la loi organique du contrôle des services de police et de renseignement du 18 juillet 1991, en envoyant les formulaires standard d'usage⁵. Cet envoi se fait toujours directement au Comité permanent P sans envoi de copie au procureur général.

L'article 14, alinéa 1er de la loi précitée stipule que le procureur général adresse d'office au président du Comité permanent P copie des jugements et arrêts relatifs aux crimes ou délits commis par les membres des services de police. Cette compétence peut être déléguée au MP de la juridiction qui a prononcé le jugement sans que cela ne porte atteinte à l'objectif de cette disposition légale.

En cas de délégation, le procureur du Roi et l'auditeur du travail enverront toujours, au Comité permanent P, une copie de chaque jugement qui a été prononcé à charge d'un membre des services de police. Par extension, toutes les ordonnances de la chambre du conseil relatives au règlement de la procédure seront également envoyées au Comité permanent P. Chaque décision transmise mentionnera si elle est devenue définitive ou si appel a été interjeté.

de personne lésée, ainsi que ceux qui sont subrogés dans leurs droits ou les personnes qui les représentent en qualité de mandataire ad hoc, de curateur, d'administrateur provisoire, de tuteur ou de tuteur ad hoc. »

⁵ Voir annexe 3

Il n'est pas adressé de copie de cet envoi au procureur général.

10. Notification au ministre de l'Intérieur

Afin de permettre au ministre de l'Intérieur d'être informé des décisions pénales concernant les membres des services de police, il y lieu de lui transmettre à l'intervention de la Direction générale de la politique de prévention et de sécurité copie à des fins administratives des jugements et arrêts passés en force de chose jugée relatifs aux crimes ou délits commis par tous les membres des services de police.

11. Articles 31 et suivants du Code pénal

Le magistrat du ministère public titulaire du dossier ne perdra pas de vue de requérir devant la juridiction de fond, lorsqu'il est dans les conditions pour le faire, l'application des articles 31 et s. du code Pénal qui prévoient que :

«Art. 33 : Sous réserve de l'application des articles 31 et 32, les cours et tribunaux pourront, dans les cas prévus par la loi, interdire, en tout ou en partie, aux condamnés correctionnels, l'exercice des droits énumérés en l'article 31, alinéa 1er, pour un terme de cinq ans à dix ans.

Ils pourront prononcer la même interdiction pour la même durée à l'égard des coupables dont la peine criminelle aura été commuée en un emprisonnement de moins de dix ans.

Art. 31 : Tous jugements ou arrêts de condamnation à la réclusion ou détention à perpétuité ou à la réclusion d'une durée égale ou supérieure à dix ans ou à l'emprisonnement d'une durée égale ou supérieure à vingt ans prononceront, contre les condamnés, l'interdiction à perpétuité du droit :

1° De remplir des fonctions, emplois ou offices publics;
...» .

D'autres interdictions et leurs modalités sont également prévues aux articles 32 à 34 du Code pénal.

La condamnation définitive du membre des services de police à l'interdiction, même temporaire, prévue aux articles 31 à 34 du code Pénal impose à l'autorité disciplinaire de constater, les effets de l'article 81 de la loi statutaire du 26 avril 2002, la démission d'office de l'intéressé sans attendre l'issue du dossier disciplinaire.

Dans une telle hypothèse, il conviendra bien entendu d'attirer spécialement l'attention de l'autorité disciplinaire sur le prononcé effectif de cette interdiction par la juridiction de fond.